



LA VOIX

des industries chimiques



n° 544 JUIN 2020
SOMMAIRE

LES LUTTES

4-5

- FAMAR
- SANOFI
- TEREOS

DOSSIER

9-12

- LES DANGERS DU
TELETRAVAIL

ACTUALITÉ

13-18

- LA FNIC AUX
COTÉS DES TRAVAILLEURS
CUBAINS
- QUELLE INDUSTRIE POUR
QUOI FAIRE ?



41^e
CONGRÈS

LOUAN — 30 NOVEMBRE AU 04 DÉCEMBRE 2020
DE LA CONVERGENCE À LA VICTOIRE

***LE TÉLÉTRAVAIL,
C'EST FUN ?***

PROFESSIONNELS
DES MÉTIERS DE
SERVICES,
VOUS PASSEZ TOUT
VOTRE TEMPS
À PRENDRE SOIN
DES AUTRES.



ET VOUS ?
QUI PREND SOIN
DE VOUS ?

Complémentaire Santé – Prévoyance – Retraite

C'est parce que nous connaissons si bien les métiers de la santé, du conseil, de la restauration, de l'hôtellerie, du transport, et des commerces de proximité que nous sommes en mesure de vous apporter les solutions les plus adaptées à vos besoins. KLESIA, au service des entreprises de service depuis plus de 65 ans.

KLÉSIA
PROTECTION ET INNOVATION SOCIALES

LE CAPITAL VOILÀ LE PROBLÈME !

n° 544

VOIX DES INDUSTRIES CHIMIQUES

Case 429-93514 Montreuil cedex

Tél. : 01.84.21.33.00

<http://www.fnic-cgt.fr>

Email : contact@fnic-cgt.fr

Directeur de la publication : Emmanuel LEPINE

Commission paritaire n° 0123 S 06355

Conçu et réalisé par la FNIC CGT

Bimestriel - 1,06 €

Imprimé par ADDAX imprimerie

Issn = 0763-7497

Qui peut s'offusquer, à moins d'être naïf, que dès les premières manifestations d'après confinement, y compris quand celles-ci incluent du personnel soignant, la répression soit de retour avec force, LBD, gaz lacrymogènes et coups de matraques ?

Rien d'excessif ni d'outrancier là-dedans, la simple logique, celle du Capital ! Des séances de policiers un genou à terre comme aux USA, tant que vous voulez, mais remettre en cause le principe même de la domination économique d'une minorité sur la majorité, jamais !

Face à cet « ancien régime » et à sa volonté que les choses redeviennent au plus vite comme avant, que pouvons-nous faire ?

Doit-on se mobiliser pour l'hôpital public le 16 juin, sur la base d'un contre-projet de dizaines de pages (que personne ne lira, et certainement pas les décideurs) à l'appui ? Puis le 20 juin pour les sans-papiers ? Pour être complet, doit-on égrener chaque jour et chaque semaine les appels produits à la chaîne, un jour pour l'industrie, le lendemain pour la SNCF, puis le développement durable, l'égalité professionnelle, la lutte contre les licenciements chez Machin, le lendemain contre les licenciements chez Bidule, etc.

On va continuer combien de temps à s'épuiser à vouloir sauver les miettes prévues à l'avance pour être « sauvables » ?

Il y a un lien direct entre la suppression de mon poste ou la remise en cause dans mon entreprise du temps de travail (pour l'élever) d'une part, et d'autre part le principe général qui affirme l'existence d'un profit pour le détenteur privé des moyens de production comme quelque chose de légitime.

Pour stopper les effets du virus capitaliste, s'attaquer aux symptômes sera toujours moins efficace que détruire la cause. Oui, nous devons changer de système économique. Nous savons comment le faire, et par quoi il faut le remplacer. Il ne reste plus qu'à imposer ce changement car les rapaces en face vont s'accrocher à leur charogne avec la dernière énergie.

CE N'EST PAS PAR LES URNES QU'ON ATTEINDRA CE BUT, MAIS PAR LA MOBILISATION ET UNE DÉTERMINATION SANS FAILLE.



LES LUTTES

FAMAR

CRÉER UN PÔLE PUBLIC DU MÉDICAMENT ET DE LA SANTÉ



est une folie. Nous devons en reprendre le contrôle... ». Voilà ce que disait Macron le 12 mars 2020 dans son intervention télévisuelle. Mais 3 mois après, qu'en est-il des décisions du gouvernement pour sortir des logiques capitalistes les productions nécessaires à la santé par exemple ?

Que ce soit chez CARGILL, LUXFER OU FAMAR par exemple, nos syndicats CGT et les salariés sont toujours en luttés pour maintenir la production. Pas une semaine sans une ou des interventions auprès des politiques locaux ou nationaux pour garantir et maintenir un outil productif en activité. À l'exemple des FAMAR, qui attendent la décision du tribunal de commerce de Paris en juillet pour la reprise d'activité, mais toujours dans le cadre d'un projet industriel capitaliste.

Il est urgent de placer ces sites au cœur d'un pôle public du médicament pour garantir un système de santé indépendant, nécessaire et répondant aux besoins de la population.

« Ce que révèle d'ores et déjà cette pandémie, c'est que la santé gratuite sans condition de revenus, de parcours ou de professions, notre État-providence ne sont pas des coûts ou des charges mais des biens précieux, des atouts indispensables quand le destin frappe. Ce que révèle cette pandémie, c'est qu'il est des biens et des services qui doivent être placés en dehors des lois du marché. Déléguer notre alimentation, notre protection, notre capacité à soigner, notre cadre de vie au fond, à d'autres,

SANOFI :

L'ACTION DE LA CGT DANS LE GROUPE SANOFI

L'action de la CGT dans le groupe Sanofi s'est focalisée initialement sur deux aspects fondamentaux : maintenir les productions des seuls médicaments essentiels permettant de soigner les patients au regard de la pandémie et obtenir les équipements de protection individuels (tout particulièrement les masques) qui manquaient sur les sites de production.

La colère l'a emporté sur plusieurs sites quand mi-avril la direction a annoncé une prime de pouvoir d'achat qui de fait était une prime de risque, plus de 600 salariés ont été infectés ou cas suspects sur les sites de Sanofi d'un montant de 15 % du salaire par mois, soit moins de 300 euros pour les plus bas salaires. Sur 3 sites, Sanofi Pasteur Val de Reuil et Marcy et Genzyme à Lyon, la CGT seule, ou avec FO, a appelé à des débrayages qui ont été bien suivis.

Du fait de la réussite de cette action et du risque de poursuite et de généralisation du mouvement, la direction a lâché 750 € par mois pour ceux ayant travaillé en avril et mai. La revendication de la CGT d'une augmentation de salaire a été portée durant toute cette période et le sera à

nouveau pour les NAO de novembre.

Pendant cette période où la communication syndicale était quasiment impossible, la direction a imposé la prise de jours de congés, RTT ou sur les comptes épargne temps des salariés à domicile ne pouvant télétravailler à temps plein (tout particulièrement ceux en garde d'enfant ou de santé fragile).

Cette imposition ne résulte pas d'un accord d'entreprise ni de branche. Sanofi est une entreprise qui n'est pas en difficulté puisqu'elle a versé près de 4 milliards de dividendes fin avril et que la crise du covid-19 gonfle son chiffre d'affaires.

De ce fait l'ordonnance du gouvernement ne pouvait pas s'appliquer, la CGT a attaqué la direction en référé qui passera dans quelques jours.

Ne jamais rien lâcher face à des directions qui osent tout.



LES LUTTES

16 JUIN

CONTINUER LA NÉCESSAIRE RIPOSTE



Ce 16 juin aura été un marqueur social de l'après confinement.

La pandémie aura remis au premier plan tous ces métiers vitaux à la nation.

Si la communication fait la part belle, et à juste titre, aux soignants (médecins, infirmiers/infirmières, personnel de réanimation, etc.), nous n'oublions pas le personnel sans qui notre système de santé ne fonctionnerait pas, comme les techniciens de maintenance (matériel médical ou infrastructure), administratifs, d'entretien, etc. Impossible de faire une liste exhaustive, sans en oublier. Des salariés souvent invisibles aux yeux des malades et des familles, dont le travail est pourtant vital pour l'existence même des structures de soin.

Outre qu'il faille ajouter les travailleurs des laboratoires d'analyses, des officines, des industries pharmaceutiques et chimiques qui produisent, fabriquent le matériel médical, les

médicaments, etc., posons-nous la question des activités essentielles pour répondre aux besoins du pays. Elles sont nombreuses et souvent, invisibilisées dans les médias et les lieux de décision.

Ce 16 juin aura été l'occasion, à travers la défense des conditions de travail des soignants, de poser une première pierre pour donner une autre définition de ce que doit être notre société. **Des dizaines de milliers de personnes se sont exprimées sur plus de 220 lieux de manifestations.**

Alors oui, ce 16 juin et à l'avenir, l'enjeu est de passer des balcons à la rue. Nous devons poursuivre et généraliser les grèves, actions et manifestations pour renverser cette politique de destruction de la santé et de notre modèle social, mise en place depuis des décennies.

MASQUÉS MAIS PAS MUSELÉS !

TEREOS

TEREOS LBN-LILLEBONNE (76)

Après 5 jours de grève suivie par 70 à 80 % des travailleurs postés, les salariés avec leur syndicat CGT ont obtenu satisfaction sur la grande majorité de leurs revendications, portant principalement sur les conditions de travail et une politique autoritaire de la direction locale mise en place depuis 16 mois.

Situation inhabituelle sur un site SEVESO seuil haut, la

direction, prévenue 3 jours avant des revendications et de l'appel à la grève, a refusé de mettre à l'arrêt et en sécurité les installations. C'est donc sur injonction et réquisition du préfet que la procédure d'arrêt a été enclenchée.

Il aura fallu l'intervention du directeur général pour mettre fin au conflit. Un médiateur suivra dorénavant le directeur local dans les réunions avec les représentants du personnel et l'accord sur le temps de travail restera en l'état.

MESSAGE DE SOLIDARITÉ DE LA FNIC-CGT AU SYNDICAT LABOR NOTES, USA

Chers camarades,

La population et les travailleurs de votre pays doivent faire face simultanément à plusieurs catastrophes : les conséquences tragiques de l'épidémie COVID 19, la destruction de millions d'emplois, la montée des inégalités, le racisme et la brutalité policière qui ont abouti au meurtre délibéré de George Floyd, et la sauvage répression des manifestants dans tout le pays. À leur racine, une seule cause, le capitalisme.

Au nom de la FNIC-CGT, nous exprimons notre entière solidarité avec nos camarades de Labor Notes, en particulier à Minneapolis, ainsi qu'à la famille de ce nouveau martyr de la classe ouvrière, George Floyd.

Alors même que Trump organise la répression des manifestations de masse au moyen d'unités militaires et d'une police raciste, les multimilliardaires américains accumulent des richesses, profitent de l'épidémie et des millions de travailleurs sont licenciés. C'est un outrage !

Les États-Unis ont été construits sur le génocide des Amérindiens, puis sur l'esclavage et, aujourd'hui, sur l'injustice sociale flagrante, le racisme, la répression et la sauvagerie. Nous devons élever notre voix collective à travers le monde pour dénoncer la duplicité de l'oligarchie et des politiciens qui dirigent votre pays, et dénoncer leur revendication de tout droit moral à parler de liberté et de droits de l'homme, ou d'être un modèle pour l'humanité. Ce n'est que de la bigoterie et de la barbarie.

Lors de notre dernière visite aux États-Unis, nous avons vu la vitalité de votre mouvement

et sa véritable influence au sein de la classe ouvrière. Nous sommes convaincus que vous gagnerez cette bataille contre les inégalités, l'injustice, le racisme et la répression. Nous saluons le courage des manifestants combattant ce régime totalitaire. Nous prendrons toutes les initiatives en France pour faire connaître à notre peuple les défis de cet important mouvement de masse et notre soutien sans ambiguïté. Cette solidarité s'est reflétée hier dans les manifestations massives impliquant des centaines de milliers de Français, en particulier des jeunes, à Paris, Marseille et dans d'autres grandes villes, dénonçant les meurtres de George Floyd et d'Adama Traoré, un jeune Français tué en 2016 alors qu'il était en garde à vue.

Comme vous le savez bien, nous sommes dans le camp de ceux qui luttent, c'est aussi pourquoi nous nous identifions à tous ceux qui partagent les mêmes valeurs, pour une société fondée sur la justice, l'égalité, la solidarité, la fraternité, la dignité, ainsi que le respect mutuel et la liberté pour tous sans discrimination, quelle qu'elle soit.

Nous vivons une nouvelle période de l'Histoire qui a ses risques, mais aussi ses opportunités. Comme on dit en France, la seule bataille que vous êtes sûr de perdre est celle que vous ne menez pas. Nous sommes certains de votre victoire et la vôtre sera la nôtre !

En solidarité,

Emmanuel LEPINE

Secrétaire général FNIC-CGT

Montreuil, le 3 juin 2020



HISTOIRE SOCIALE

NE LAISSONS PAS DE CÔTÉ NOS REVENDICATIONS

Après des années de galère pour les salariés, les jeunes, les retraités, les personnels des hôpitaux publics, les salariés du secteur privé, les réductions d'investissement, les coupes budgétaires, les salaires et pensions gelés, notre peuple s'appauvrit dans sa très grande majorité.

Les statistiques de l'INSEE démontrent que depuis 2008 les salariés, les retraités, notre peuple paye l'addition d'une crise boursière gigantesque qui a vu les gouvernements, donc les peuples engloutir 700 milliards d'euros pour sauver le système capitaliste qui lui, a continué sans sourciller son exploitation systématique du travail humain. Et voilà que, début 2020, nous vient d'une lointaine contrée, un virus, et on nous annonce une apocalypse...

Notre roitelet président s'improvise vraiment comme le maître vis-à-vis de ses sujets, protecteur, paternel, en apparence car en réalité très autoritaire...

Cette crise, pour la grande bourgeoisie et son poulain une aubaine, qui va pouvoir sans doute relancer, 12 ans après la crise de 2008, une économie à bout de souffle.

Le monarque demande à son bon peuple de faire des sacrifices, car c'est pour son bien, mais en se contentant des moyens du bord.

Alors que les personnels de santé, avec la CGT, sont depuis plus de deux ans en lutte pour débloquer des moyens pour le système hospitalier public, très vite ce manque de moyens s'avère un handicap grave aboutissant à des milliers de morts par manque de lit de réanimation, de masques, de test de dépistage, de personnel... une gestion de crise catastrophique mais vite détournée par le président monarque. « Nous sommes en guerre » : il va falloir l'union sacrée, laisser au placard vos revendications, vos attentes, vos espoirs... Quant aux libertés individuelles et collectives il va falloir les remiser.

Il faut bien reconnaître que ce « remake » de l'union sacrée de 1914 a bien fonctionné... La CGT via ses militants, ses adhérents bâillonnés, la démocratie muselée, « pour la bonne cause ». Les directions syndicales ne sont pas en reste pour se plier avec complaisance à cette union sacrée, la situation étant bien entendu « gravissime ».

Comme en 1914, la direction confédérale de notre CGT a fait le choix de s'inscrire aussi dans cette union sacrée. Ceci jette le trouble dans la tête de nos militants et de nos adhérents.

Le président napoléonien nous distille des « jours heureux » après la crise du Covid, empruntant sans scrupules les mots du programme du Conseil National de la Résistance, programme (le titre était « Les jours heureux ») qu'il détruit systématiquement, pour que le capitalisme ait les mains libres afin d'exploiter les peuples.

Tout comme l'ont déjà fait les capitalistes en 1914, avec la réduction des salaires au minimum vital, alors que la crise sanitaire s'éloigne, le capitalisme et son valet Macron donnent des coups de bélier pour détruire à jamais nos conquises sociales : fin des 35 heures, augmentation du temps de travail, baisse des salaires, suppression de postes, licenciements, fin de la protection sociale, disparition des services publics... Les profits n'attendent pas.

La misère, la galère vont se généraliser... à moins que les salariés, les retraités, les jeunes, les Gilets jaunes, les Gilets rouges, le peuple de France se mettent en ordre de marche pour contrer cette politique et imposer « un monde meilleur », qui mise sur le social et qui envoient aux orties ce capitalisme qui a démontré par A + B qu'il était incapable de gérer une crise sanitaire mondiale... Sans l'intervention des états et de leurs services publics, sans l'intervention des salariés, sans la solidarité, l'humanité aurait été en grand danger.

**Le capitalisme ne peut avoir d'avenir...
sauf à nous entraîner dans le chaos.**

**METTONS TOUT EN ŒUVRE POUR
REMETTRE LE RAPPORT DE FORCE
FAVORABLE AU MONDE DU TRAVAIL,
METTONS TOUT EN ŒUVRE POUR
CHANGER LA SOCIÉTÉ.
IL Y A URGENCE.**

apgis

A vos côtés pour assurer votre tranquillité



Le partenaire de votre protection sociale
SANTÉ - PRÉVOYANCE - SOLIDARITÉ

LE TÉLÉTRAVAIL, C'EST FUN ?

Ces derniers temps, un grand nombre de travailleurs est brusquement passé en télétravail pour enrayer la progression de la maladie du COVID-19, notre pays ayant été plongé dans le **confinement** par le gouvernement Macron.

À en croire les magazines, les éditorialistes ou autres « experts » auto-proclamés à la télévision, les **seuls** problèmes que pose le télétravail relèvent de **gestes et postures** inadaptés : douleurs dans le cou et les épaules, fatigue oculaire, contractions au niveau des hanches, crampes dans les jambes, douleurs dans les poignets, mal de dos, etc.

À cela s'ajouterait la **gestion des enfants**, spécifiquement en période de confinement, et la **séparation** entre la vie professionnelle et la vie privée.

Pour un certain nombre de salariés, notamment les plus jeunes, le télétravail serait une **bonne nouvelle** : moins de **stress**, moins de fatigue dues aux **trajets** domicile-travail, plus « d'indépendance » voire une meilleure **qualité** de vie. Il y a aussi des avantages pour l'entreprise avec des **économies** en termes de locaux, d'électricité, de chauffage et de matériel. Un aspect non négligeable du télétravail est aussi de simplifier l'emploi de travailleurs en situation de **handicap**.

Le télétravail serait ainsi une forme de **modernité du travail**, une nouvelle manière d'établir une sorte de **contrat de confiance** entre le salarié et son employeur, qui peut y voir un **avantage** concédé à ses salariés, qui y gagneront en **qualité de vie**. C'est la marque d'une activité de travail tournée vers **l'avenir**, avec des salariés équipés et hyper **connectés**, disposant d'équipements leur permettant de travailler **n'importe où** et aussi bien que dans leur entreprise.



Alors « fun », le télétravail ?

Derrière la vitrine qu'on nous **vend** comme un avantage, voire une faveur, reconnaissons tout d'abord que toutes les fonctions ne se **prêtent pas** à ce mode de travail. Les masques, produits pharmaceutiques, le gel hydroalcoolique, indispensables dans la période que nous vivons, ne peuvent pas être **fabriqués** en télétravail. Idem pour les **services** : une coupe de cheveux chez le coiffeur, la livraison d'une pizza, etc. Bref, le télétravail est surtout possible dans les activités improductives, **de support**, etc.



Les **conditions** d'exécution sont fondamentalement changées avec le télétravail. N'oublions pas que nous passons, en général, les meilleures heures de la journée et **l'essentiel de notre vie**, au travail. Or, l'être humain est un **animal social**, si nous vivons pour la plupart en **ville** (50 % de la population mondiale, 80 % en France), ce n'est pas pour rien. La **famille nucléaire** (couple avec enfants) n'étant qu'un **mode d'organisation social** parmi d'autres, le télétravail rend cette configuration **permanente**, y compris durant les heures de travail, ce qui n'est pas sans poser de nombreux problèmes. Et ceci d'autant plus que le confinement a engendré des modifications de **mentalités**, dont seul l'avenir nous dira si elles sont **permanentes** ou pas.

« MODERNE » LE TÉLÉTRAVAIL ?

Dans son ouvrage monumental « Le premier âge du **capitalisme** », Alain Bihr nous explique la genèse de ce mode de production artificiel et particulier, qu'on nous présente partout comme « naturel » et allant de soi.

Il rappelle quelles étaient, à partir du **XVI^e siècle**, les conditions de développement du Capital marchand, qui a vu la mise en place de ce que l'auteur nomme « la **manufacture éclatée** » (**domestic system** en anglais). Il s'agit d'un travail **commandé** par un prêteur de capital auprès de travailleurs, **isolés** chacun à leur domicile, artisans agricoles ou urbains, et qui livrent au prêteur de capital un **produit** moyennant un prix déterminé à l'avance.

Dans l'illustration, ci-contre, on prend l'exemple du marchand-drapier, qui achetait puis fournissait la laine pour le travail de cardage opéré par une ouvrière (souvent rurale) à domicile. La laine cardée était ensuite récupérée par le drapier, qui la fournissait à une autre ouvrière pour être peignée, dans le principe de la division du travail. Les étapes suivantes, filage et tissage, étaient exécutées de même.

À chaque étape, c'est le drapier, ou son commanditaire, qui fournissait le produit à l'exécutante. À la fin du processus du travail, le drap **appartient au drapier**, c'est lui qui le vend et réalise un **bénéfice** correspondant au **travail non payé** qu'il a soutiré des différentes étapes de la production.

Le drapier-capitaliste était ainsi prêteur de **capital**. Ce prêt de capital pouvait intervenir sous la forme d'argent, sous la forme de matières premières, de produits semi-finis, voire de moyens de production, comme par exemple un métier à tisser. Se trouvaient ainsi **concentrés** entre les mêmes mains, celles du marchand-employeur, les moyens monétaires, les matières premières, les produits-marchandises.

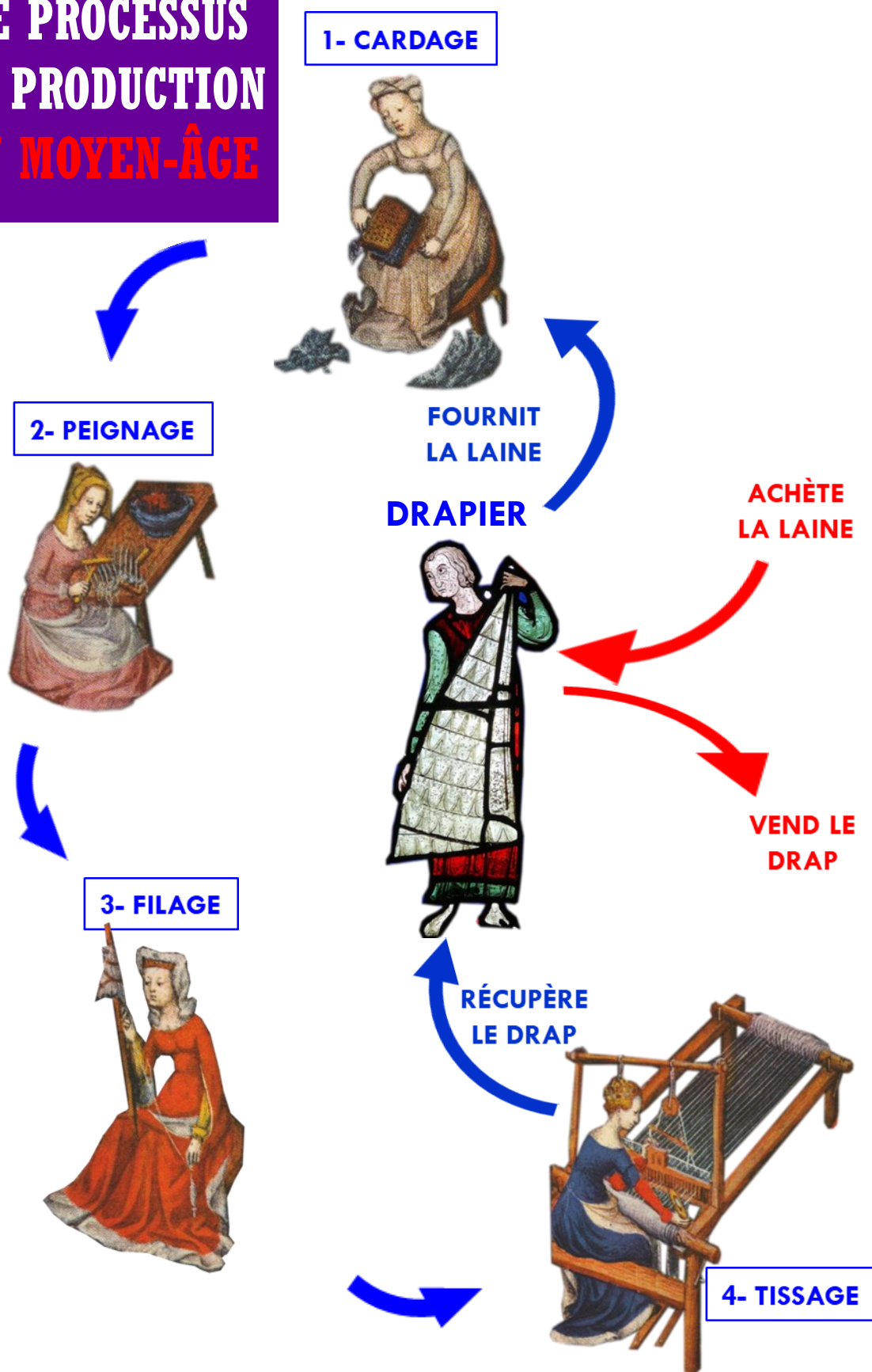
Le tarif payé aux artisans ou aux paysans par le drapier ou son commanditaire ne représentait qu'une partie de la valeur totale créée par leur travail. **Ainsi est né le profit capitaliste**. Ces artisans et paysans, s'ils restaient propriétaires de leurs moyens de production, tout au moins au début, ne l'étaient déjà plus des matières qu'ils travaillaient, ainsi débute ce que Marx identifie comme **l'expropriation des producteurs**. Le revenu de ces producteurs dépendait du marché, autrement dit de l'écoulement des produits, synonyme de **précarisation** de leur condition.

Comme la valorisation du capital de départ dépend très largement du processus de production, celui qui engage le capital avait un puissant intérêt à un **contrôle** plus étroit de ce processus, ce qui explique le glissement de la manufacture éclatée, forme de transition, vers la « **manufacture réunie** », et la mise en place progressive des manufactures et usines où la classe ouvrière va se retrouver concentrée.

Pourquoi ce rappel historique ?

Remplaçons le métier à tisser par un ordinateur, le commanditaire par un accès internet, et le drap par un fichier de facturation clientèle, et on a le même schéma que celui du **télétravail**, ou des **autoentrepreneurs**, présenté comme la **dernière des modernités**.

LE PROCESSUS DE PRODUCTION AU MOYEN-ÂGE



INHUMAIN LE TÉLÉTRAVAIL ?

Le télétravail, c'est l'**exploitation à domicile**, du travail humain selon les mêmes principes qu'au bureau ou à l'usine.

C'est la mise à disposition **gratuite** pour l'employeur, du **local d'habitation** du salarié pour une utilisation professionnelle : **qui**, si ce n'est le travailleur, **paye** le loyer ou le remboursement du prêt immobilier, l'accès internet, le chauffage, la réparation de l'ordinateur qui tombe en panne, l'entretien et l'aménagement de l'habitat, souvent non prévus pour une telle utilisation ?

C'est l'**intensification** du travail, accompagnée d'un **allongement du temps de travail**, avec le flicage à la minute près, du temps de travail par contrôle des horaires de connexion et de l'effectivité du travail réalisé, éliminant ou rendant précaires tous les temps d'échanges entre collègues, de pause dont il est facile de dire qu'ils ne sont pas du « travail effectif ».

C'est l'**isolement** du travailleur, la négation du collectif humain qui constituent une entreprise, pouvant amener une détérioration de la santé physique et mentale, le risque de burn-out, etc.

C'est la **disparition des radars** de la valeur ajoutée créée dans l'entreprise, qui n'est pas seulement la somme des valeurs ajoutées individuelles de chaque salarié, mais bien davantage, car une entreprise peut être vue comme un **travailleur collectif**, dont les actions et tâches ne donnent leur véritable productivité que lorsqu'elles sont **combinées**.

C'est la **perte de sens**, de signification justement de ce travail collectif, ravalant le travail des individus isolés à celui d'un **automatisme**, d'une boîte noire chargée de transformer un produit d'entrée (un fichier Excel, une liste clients à relancer, etc.) en un produit de sortie sans avoir la vision globale du travail en commun.

C'est l'**aggravation** des possibilités d'**organisation collective des travailleurs** face à l'employeur, les salariés étant isolés les uns des autres. C'est par conséquent la voie royale pour la **remise en cause des garanties** collectives. C'est un grand risque d'inapplication du Code du travail fondée sur un principe d'unité de temps et de lieu du travail, de la convention collective et des accords dont bénéficie le travailleur, qui doit se transformer en militant syndical, en juriste ou accepter de se **faire avoir**.

C'est la quasi-certitude qu'en cas d'**accident du travail** à domicile, celui-ci sera contesté, idem pour une maladie professionnelle créée par exemple par de mauvaises conditions de travail dans un lieu, le domicile par exemple, non prévu à cet effet.

Télétravail : le risque de déshumanisation

Le travail, comme toute activité humaine ou presque, est une activité **sociale**. Considérer chaque travailleur d'une entreprise comme un **électron libre** face à l'employeur est une vision **libérale** de la société, qui considère que les seuls échanges que les humains peuvent avoir les uns avec les autres sont des **échanges marchands**.

À l'inverse, le travail doit garder du sens pour chacun d'entre nous, qui sommes composants de la société humaine, sous peine de nous déshumaniser.

Il nous faut au contraire créer du collectif, gagner de la citoyenneté, nous organiser, lutter ensemble, autant d'axes à développer pour atteindre le dépassement de ce capitalisme destructeur de vies et de ressources naturelles.

LA FNIC AUX CÔTÉS DES TRAVAILLEURS CUBAINS



A lors que depuis avril, la **marine américaine** a investi la mer des Caraïbes pour menacer directement le **Venezuela** et **Cuba**, notre Fédération a été la première organisation de la **CGT** a aussitôt condamner cet **acte de guerre**. Avec le renforcement du blocus américain, et l'extinction complète de tout revenu provenant du tourisme, **nos sœurs et frères cubains se meurent**. La situation est extrêmement **grave**.

À l'instar du meurtre révoltant de George Floyd à Minneapolis, les cubains sont de plus en plus asphyxiés sous l'emprise du blocus. **Trump** a pris de nouvelles mesures qui affectent lourdement les familles cubaines, déjà frappées par le blocus et les conséquences de la pandémie. Toutes ces mesures s'attaquent à l'économie cubaine : l'obligation au groupe hôtelier étasunien « **Marriott International** » de cesser ses activités à Cuba ; l'élargissement de la **liste** déjà longue (200) des entités cubaines avec lesquelles les citoyens étasuniens ne doivent pas faire du commerce, incluant la société **Western Union** que les Cubains résidant aux USA utilisent pour envoyer de l'argent à leurs proches à Cuba, un **soutien quasi vital** pour une part très importante de la population.

Dans cette situation, les Cubains **trouvent encore la force** d'envoyer des centaines de médecins dans de nombreux pays y compris en France. Un mouvement a pris naissance pour **l'attribution du Prix Nobel de la Paix aux brigades médicales cubaines**.

Ce peuple admirable doit être soutenu de toutes les manières possibles.

Dans ce contexte, la direction fédérale a décidé d'une **action concrète urgente** pour Cuba, par une aide financière exceptionnelle de 20 000 euros, complétée par un versement de la coordination Exxon-Mobil et du syndicat Sanofi CRVA. Vous trouverez en pages suivantes les réponses que nos camarades de la **CTC** (Centrale des Travailleurs de Cuba) et de l'ambassade cubaine à Paris ont adressées à la FNIC.

Notre Fédération a aussi décidé d'engager une **coopération** plus étroite et de **renouer des relations** plus systématiques avec la CTC, dans laquelle nos syndicats seront engagés. Nous espérons mettre en œuvre une **initiative de solidarité** et de coopération d'ici à la fin de l'année.

Ce peuple subit depuis plus de 60 ans une guerre implacable de l'impérialisme voisin, **nous lui offrons notre plein soutien et nous nous tenons plus que jamais à ses côtés.**

SUITE



*L'Ambassadeur de Cuba
en France*

Paris, le 13 avril 2020

Réf. : AC/SEC/102-2020

Cher Secrétaire général,

Je voudrais vous présenter mes meilleurs vœux de santé dans ce contexte de lutte contre l'actuelle pandémie du covid-19.

Au nom du gouvernement et de la Centrale des travailleurs de Cuba (CTC), je tiens à exprimer nos plus sincères remerciements à la Fédération nationale des industries chimiques (FNIC – CGT) pour le don de 22 000 euros destinés à la lutte contre le coronavirus Covid-19 dans notre pays.

Les travailleurs cubains savent qu'ils peuvent compter sur l'appui fraternel de leurs camarades français de la FNIC-CGT dans les moments les plus difficiles. Comme vous le savez, Cuba subit les effets du durcissement du blocus économique, commercial et financier imposé par le gouvernement des Etats-Unis, qui cherche à nous étouffer sur le plan économique et à saper notre capacité de réponse face à la pandémie du covid-19. Comme ce fut le cas au cours des soixante dernières années, Cuba pourra s'en sortir encore une fois grâce au courage de son peuple et à la solidarité de ses vrais amis.

Je saisis cette occasion pour vous renouveler, cher Secrétaire général, les assurances de ma plus haute considération et de mon estime.

Bien cordialement,

Elio E. RODRÍGUEZ PERDOMO



M. Emmanuel LÉPINE
Secrétaire général de la FNIC-CGT



SECRETARIA GENERAL

La Havane, Cuba, le 25 mai 2020
« Année 62 de la Révolution »

M. Emmanuel LÉPINE
Secrétaire général de la FNIC-CGT

Cher camarade,

Au nom de la Centrale des Travailleurs de Cuba (CTC), du Syndicat national de l'énergie et des mines, de tous les travailleurs et du peuple cubains, je tiens à exprimer nos plus sincères remerciements aux milles syndicats affiliés dans le secteur pétrolier, de l'industrie chimique, des produits pharmaceutiques, du caoutchouc et de l'industrie du plastique, pour leur solidarité et leur coopération, ainsi que pour l'important soutien financier si nécessaire en ces temps difficiles où notre peuple est engagé dans la lutte contre la Pandémie, tant à Cuba que dans d'autres peuples du monde.

Soyez assurés que ce don sera utilisé pour répondre aux besoins des travailleurs et de leurs familles dans la lutte contre cette maladie.

Les raisons ne manquent pas pour définir la FNIC-CGT comme l'une des organisations les plus engagées avec notre lutte et avec la lutte du mouvement syndical de classe, en tant qu'affiliée à notre prestigieuse et combative FSM.

En témoignent ses gestes permanents de solidarités avec la CTC et les travailleurs cubains dans leur lutte contre le blocus économique, financier et commercial imposé par les Etats-Unis à Cuba, et les mesures coercitives qui en découlent.

Dans ces moments critiques, alors que l'humanité toute entière doit s'unir dans la lutte contre ce virus mortel, le capitalisme ne fait que discréditer les efforts déployés par notre peuple et notre gouvernement dans la lutte pour endiguer le virus du covid-19, et surtout, ceux du personnel médical qui a répondu avec courage à l'appel d'autres nations pour sauver des vies humaines.

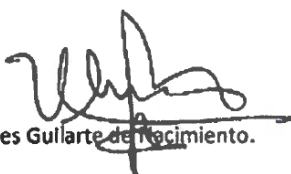
Mais, la vérité s'impose toujours, et des amis comme vous l'ont montré, au-delà des fausses calomnies et de mensonges honteux, qui ne font que nous fortifier davantage et nous pousse à aller de l'avant, quoi que nous ayons à faire, et à plus forte raison lorsque nous sommes soutenus par des bras solidaires pour continuer le combat.

Nous réitérons notre ferme volonté de renforcer les rapports de coopération, les échanges et les actions conjointes de solidarité entre nos organisations et nos syndicats, et nous sommes entièrement d'accord pour concrétiser ces engagements dès que les conditions les permettront, et les développer à moyen et long terme.

Nous souhaitons également remercier notre Ambassade à Paris pour faciliter l'envoi de ce don, ainsi que pour contribuer au resserrement de nos relations, qui, nous sommes confiants, perdureront dans le temps.

Ensemble, nous triompherons !

Fraternellement,


Ulises Guíllarte de Nocimiento.

Central de Trabajadores de Cuba, San Carlos y Peñalver, Centro Habana, La Habana, Cuba, Teléf.: (537) 7
877 54 08/ FAX: (537) 7 873 51 67 e-mail: jdespacho@ctc.cu

Mettre toutes les chances de son côté pour lutter contre la récurrence du cancer



Le programme
«Branchez-vous santé»
vous propose le parcours INM,
un dispositif d'accompagnement
après un cancer, basé
sur les interventions non
médicamenteuses.

Pour bénéficier du parcours INM
contactez le

0 801 801 321

Service & appel
gratuits

Plus d'informations sur
www.ag2rlamondiale.fr/conventions-collectives-nationales/prevention



GIE AG2R - GIE agissant pour le compte d'institutions de retraite complémentaire Agirc-Arrco, d'institutions de prévoyance, de mutuelles, d'unions de mutuelles et de sociétés d'assurances - Membre d'AG2R LA MONDIALE - 14-16, boulevard Malesherbes 75008 Paris - 801 947 052 RCS Paris.
Crédit photo : iStock by Getty Image - 032020-88860



AG2R LA MONDIALE

**branchez-vous
santé**

L'INDUSTRIE EN FRANCE EST INDISPENSABLE POUR RÉPONDRE AUX BESOINS

Loin des projets simplistes d'une communauté naturaliste de petits producteurs auto-suffisants, la réalité s'impose : **80 % de la population française est urbaine ! Dans ces conditions, l'industrie est le mode de production le plus adapté pour répondre à nos besoins en produits de toutes sortes.**

Mais pas n'importe quelle industrie ! Certainement pas l'industrie capitaliste, dont le but n'est pas de produire des biens, mais de maximiser les marges, en exploitant jusqu'à l'os les travailleurs et les ressources naturelles !

Dans notre pays, le poids de l'industrie a été divisé par deux depuis les années 1970, faisant de la France un des pays les plus désindustrialisés d'Europe. Or, un pays qui se désindustrialise perd notamment sa capacité à exporter des services à forte valeur ajoutée, et comme les produits sont aujourd'hui importés dans leur immense majorité, cette situation crée un déséquilibre délétère pour notre économie et par conséquent, pour le niveau de nos services publics, de notre protection sociale, etc.

Le paracétamol en Isère : une fabrication flinguée par le Capital.

A partir des années 1990, les conglomérats de la chimie et de la pharmacie, créés par les « nationalisations » (en trompe-l'œil) dix ans plus tôt, éclatent car laissés sous la pression des logiques financières. Ce qui était une politique industrielle interne au sein du groupe Rhône-Poulenc se transforme en relations commerciales entre les différents secteurs devenus concurrents, fournisseurs ou clients.

Le paracétamol, principe actif pharmaceutique, fabriqué alors par Rhodia dans l'Isère dans le seul site

On en a eu l'illustration dramatique dès le début de la crise du coronavirus : l'abandon, criminel et de longue date, d'une politique de prévention en matière de santé de la part du gouvernement, a très vite mis notre pays en situation de pénurie : de masques, de gels hydro-alcooliques, de gants, de bouteilles d'oxygène médical, de chloroquine, de paracétamol, de cotons tiges et de réactifs pour faire les tests, etc., à laquelle il faut ajouter la situation de pénurie extrême de lits d'hôpital, de personnel hospitalier, entre autres. Ces pénuries impliquant le rationnement (on se souvient par exemple de la porte-parole du gouvernement nous expliquant que le manque de masques n'était pas si grave car ces derniers étaient « inutiles ») n'ont pu être comblées qu'après de longues semaines du fait de l'absence de capacités industrielles en mesure de fournir la demande.

Laisser le « marché » décider de la structuration industrielle amène à cette situation : les besoins ne sont pas couverts, la surproduction est régulière et les usines sont polluantes (Lubrizol, Sanofi Mourenx et le scandale de la Dépakine, etc.) car produire propre, cela réduit les marges des actionnaires !

de production européen, subit les conséquences de la course au fric : l'atelier de Roussillon est fermé en 2006. Pourtant, le marché est plus que juteux : dans une boîte de 8 cachets de paracétamol 1000 mg, vendue 1,20 €, le coût de revient du principe actif est 3,2 centimes, soit une culbute supérieure à 37 fois la mise ! Mieux qu'à la roulette de casino !

Aujourd'hui, les seuls producteurs du principe actif du paracétamol se situent en Chine, en Inde et il reste une entreprise aux États-Unis. Au début de la pandémie, la fermeture des frontières chinoises et indiennes a aussitôt provoqué une pénurie mondiale de médicaments, amenant le gouvernement Macron à décréter le rationnement à 2 boîtes maximum de paracétamol par personne.

SUITE



La FNIC-CGT revendique un projet de réindustrialisation du paracétamol en France.

LE SEUL DANGER CHIMIQUE, C'EST LE CAPITALISME.

Souvent désignées comme polluantes, les industries chimiques sont mises en oeuvre par des travailleurs qui sont les premières victimes de la course au profit et de la baisse des coûts. La chimie est indispensable à l'hygiène, la santé, l'habitat, les transports, etc, mais pour qu'elle soit au service des populations et non pour dégager des bénéfices. Des mesures doivent être prises.

ALORS QUE PEUT-ON REVENDIQUER EN MATIÈRE INDUSTRIELLE ?

- D'abord pour que l'industrie se développe, en particulier dans ses grands secteurs, elle ne doit pas être abandonnée à la rapacité des marchés, ni recevoir des milliards sans contrepartie comme ce qui a été annoncé ces dernières semaines au sujet de Renault ou d'Airbus, entre autres, mais elle doit faire l'objet d'une planification à travers une politique industrielle.
- Toujours dans ces grands domaines structurants, l'industrie doit être mise sous contrôle public, nationalisée de manière à exercer une souveraineté

collective sur ce qu'elle produit et pour quoi faire.

- Maîtriser les conditions dans lesquelles sont produits les biens industriels, sur le plan social comme environnemental, nécessite que les travailleurs industriels puissent peser effectivement sur les choix engagés : c'est ce qu'on appelle socialiser l'industrie, la mettre sous contrôle de ceux qui produisent, en leur octroyant des droits.
- Développer l'industrie passe d'abord par le développement la recherche et l'innovation, ainsi qu'une politique de formation, et non pas la dilapidation l'argent public en crédit impôt recherche, CICE ou en exonérations de cotisations associées ou non à l'existence de « pôles de compétitivité » qui n'ont pour seul effet que d'engraisser les capitalistes.
- L'augmentation des salaires (grille fédérale) et du nombre d'emplois (en particulier par la baisse du temps de travail).
- L'interdiction générale de la sous-traitance et sa ré-autorisation au cas par cas, pour des activités exceptionnelles et nécessitant une maîtrise technologique particulière.

A TOUS LES SYNDICATS DE LA FNIC-CGT

41^{ème} CONGRÈS DE LA FNIC-CGT NOUVELLES DATES

41^e
CONGRÈS

LOUAN – 30 NOVEMBRE AU 04 DÉCEMBRE 2020
DE LA CONVERGENCE À LA VICTOIRE

Du 30
novembre
au 04
décembre
2020
à LOUAN
(77)

L'état d'urgence décrété par Macron et son gouvernement, avec toutes ses mesures restrictives en matière de liberté, nous a imposé le report de notre congrès initialement programmé du 30 mars au 3 avril 2020.

Les mesures de confinement mises en place n'avaient qu'un seul objectif : gérer les carences de notre système de santé provoquées par des décennies de décisions gouvernementales qui ont mis en péril notre système de santé public.

Afin de maintenir notre 41^{ème} congrès sur l'année 2020, et en rapport avec les disponibilités du centre nous accueillant, il a été décidé de reporter notre congrès du 30 novembre au 4 décembre 2020, toujours à LOUAN dans le 77.

LES INSCRIPTIONS DES DÉLÉGUÉS ET LES CANDIDATURES À LA DIRECTION VONT ÊTRE RELANCÉES :

- POUR LES SYNDICATS QUI N'ÉTAIENT PAS INSCRITS,
- POUR LES SYNDICATS DÉJÀ INSCRITS : UN COURRIER VA LEUR ÊTRE ENVOYÉ PROCHAINEMENT POUR CONFIRMER LEURS INSCRIPTIONS EN L'ÉTAT OU S'IL Y A DES MODIFICATIONS EN NOMBRE OU DE NOM.

L'organisation du congrès demandant beaucoup de travail et d'engagement pour accueillir les centaines de délégués, organiser leur hébergement et les débats durant une semaine, nous vous demandons en conséquence de vous inscrire et/ou de confirmer rapidement la participation du syndicat à ce moment fort de notre démocratie.

Notre **Fédération de syndicats** s'est constamment positionnée sur des **bases révolutionnaires** : luttes revendicatives et internationalisme. Notre **congrès** n'est pas une simple formalité statutaire, c'est la seule occasion, outre l'assemblée générale d'un jour par an, pour les militants de la FNIC de se retrouver entre toutes les branches d'activité, de **débattre et de décider fraternellement**, d'échanger sur les **luttes** passées et à venir, de dégager les voies de notre **renforcement**, de nous **projeter vers l'avenir**.

UNE RÉPONSE RAPIDE DES SYNDICATS POUR INSCRIRE LES DÉLÉGUÉS FACILITERA LA TÂCHE DE CETTE ORGANISATION POLITIQUE ET LOGISTIQUE.

DÈS MAINTENANT,

DÉBATTONS, DÉCIDONS, DANS CHAQUE SYNDICAT, DE LA PARTICIPATION AU 41^{ÈME} CONGRÈS DE LA FNIC-CGT ET FAISONS REMONTER L'INFORMATION À LA FÉDÉRATION EN RENVOYANT LE BULLETIN D'INSCRIPTION (VOIR AU DOS)

FNIC CGT Case 429 - 263 rue de Paris - 93514 Montreuil Cedex

Tél. 01.84.21.33.00 / <http://www.fnic-cgt.fr> / E-mail : contact@fnic-cgt.fr
Montreuil. 10/06/20 - DV/CP



SECAFI

Groupe ALPHA



SECAFI VOUS ACCOMPAGNE TOUT AU LONG DE VOTRE MANDAT

Pour construire ensemble des alternatives viables

- Maîtriser les enjeux de prévention des risques professionnels
- Décrypter les orientations stratégiques de votre entreprise
- Connaître la situation économique et financière
- Elaborer des alternatives aux transformations
- Améliorer vos négociations



01 53 62 70 00
contact@secafi.com
www.secafi.com

